



anticapitalisme
autogestion

Non au fichage des enfants

L'Éducation nationale met en place un système de fichier centralisé des élèves appelé « Base élèves ». C'est un programme où tous les renseignements concernant les élèves et leur famille sont envoyés par internet à une base nationale. Il sera accessible aux directeurs d'écoles, à l'administration de l'Éducation nationale et aux... maires. Ils pourront y retrouver les données familiales, sociales (aides, suivi extérieur...) et scolaires (suivi psychologique, absentéisme, interventions du Rased, ...)

Il a été élaboré en l'absence de tout débat démocratique sur sa finalité, son fonctionnement, ses possibilités de croisement avec d'autres fichiers (police, justice,...)

La finalité affichée est d'« apporter une aide à la gestion locale des élèves, assurer un suivi statistique des effectifs d'élèves et permettre un pilotage pédagogique et un suivi des parcours scolaires ». Mais dans la mesure où il va fichier tous les enfants, l'une des utilisations vraisemblables de ce système se trouve dans la Loi de prévention de la délinquance du 5 mars 2007. Cette loi place le maire « au centre de la politique de prévention » avec de nouveaux pouvoirs, en le faisant notamment bénéficier de la notion de « secret partagé » avec différents acteurs sociaux. « Base élèves » se situe donc dans la droite ligne du rapport Benisti qui, pour prévenir « les comportements déviants », préconise la détection précoce des troubles comportementaux infantiles dès la crèche...

L'établissement de fichiers dès le plus jeune âge est une menace pour les libertés individuelles car l'informatique permet de recouper les informations de différents fichiers sans intervention humaine (CAF, école, gendarmerie, sécu...).

Les libertés individuelles sont trop importantes pour être abandonnées au bon vouloir des gouvernements et des administrations. Nous demandons la suppression définitive du système « Base élèves » et des données déjà collectées.

Dans le primaire aussi !!

CASSE DE L'ÉCOLE

Dans l'enseignement primaire également, le rouleau compresseur libéral poursuit inexorablement son œuvre de démolition sociale.

Le ministère de l'Éducation Nationale a annoncé sans aucune concertation la suppression du samedi matin, la mise en place de nouveaux programmes, d'heures de soutien aux élèves en difficulté et de stages de remise à niveau. Le ministre prétend que ces mesures constituent un dispositif pertinent dans le traitement de la difficulté scolaire.

Dans les faits, les projets de réforme Darcos dans le primaire relèvent de la même logique que dans le secondaire : dépenser moins.

L'idéologie au pouvoir

Mais, au-delà de l'aspect budgétaire, c'est une véritable entreprise idéologique qui est à l'œuvre. Garde-à-vous et Marseillaise pour flatter les éléments les plus réactionnaires de notre société, mais pas seulement : il s'agit d'instaurer (ou de restaurer) une école purement sélective et autoritaire. La réussite de toutes et tous relevant d'une utopie « post-soixante-huitarde », l'école doit réviser ses ambitions à la baisse.

Le projet de nouveau programme repose sur une conception étroite et réductrice des savoirs. Le centrage sur le français, les maths et l'EPS en élémentaire, le vocabulaire et l'étude des sons en maternelle, réduit les apprentissages à des visées étroitement utilitaires sans permettre l'ouverture culturelle sur d'autres horizons, nécessaires au développement de chacun-e. L'appauvrissement des programmes s'accompagne d'apprentissages inadaptés à l'âge des élèves. Ces logiques à l'œuvre ne peuvent que renforcer l'échec scolaire des élèves issus des milieux populaires.

La sélection dès la maternelle

Et tant mieux pour les élèves qui s'en sortent. Pour les autres... Les difficultés scolaires ne seront plus prises en charge sur le temps scolaire mais hors temps de classe (il faut bien que les enseignant-e-s compensent la perte des samedis matins) ou sous la forme d'heure sup' avec des « stages de remise à niveau » pendant... les vacances scolaires pour les élèves (déclinaison dans le pri-

maire du slogan « travailler plus pour gagner trois fois rien »). Les Rased (réseaux d'aide spécialisés dans le soutien aux élèves en difficulté), déjà fort mal lotis, se sentent à juste titre directement menacés par cette nouvelle gestion de la difficulté scolaire. Le corps d'enseignant-e-s spécialisé-e-s devient donc une cible.

Le corps des instits remplaçants lui aussi fond à vue d'œil et en cas d'absence, les enseignant-e-s sont rarement remplacés.

S'ajoutent à cela plusieurs propositions du ministère toutes aussi inacceptables. Par exemple, l'instauration du salaire au mérite à travers l'évaluation des enseignant-e-s « intégrant les progrès des élèves » a de quoi inquiéter. Ou encore, la publication des évaluations, école par école, dans un contexte où il est question de supprimer la carte scolaire et où le gouvernement encourage financièrement les établissements privés, permettant la mise en concurrence des écoles, laisse présager l'accroissement des inégalités.

« Il faut réduire le nombre de fonctionnaires »

En clair, il s'agit d'imposer les objectifs affichés par Sarkozy : réduire le nombre d'enseignant-e-s, remettre en cause leurs droits statutaires, s'attaquer au service public en généralisant l'autonomie des établissements scolaires (Epep, Etablissements publics d'enseignement primaire, avec un conseil d'administration où prédomineraient représentants des collectivités locales et des parents et un directeur, supérieur hiérarchique.).

Face à ces attaques, nous devons chercher par tous les moyens à fédérer les fronts de la contestation dans l'éducation (enseignant-e-s du primaire, du secondaire, lycéens, parents...) et au-delà. En détruisant le droit à l'éducation pour tous, le gouvernement s'attaque à un droit fondamental comparable au droit à la santé, au droit au logement ou à la sécurité sociale. C'est bien une affaire qui doit devenir l'affaire des syndicats interprofessionnels. Cette mobilisation concerne l'ensemble de la société.

A l'instar des parents et enseignant-e-s de l'école Bolivar (Paris XIX^e), nous encourageons les appels à la désobéissance et à la non-application de ces nouveaux programmes et dispositifs.